

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MARDI 23 NOVEMBRE 2010

DINSDAG 23 NOVEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 24 par M. Yvan Mayeur, président.

01 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les factures plus élevées adressées aux patients ayant contracté une assurance hospitalisation" (n° 13)

01.01 Peter Logghe (VB): Il arrive que les hôpitaux majorent leurs tarifs lorsqu'ils apprennent qu'un patient a contracté une assurance hospitalisation complémentaire.

La ministre peut-elle me dire, par an, combien de patients ont contracté une assurance hospitalisation et combien n'ont pas cette assurance complémentaire? Peut-elle me communiquer le nombre de journées d'hospitalisation facturées respectivement à des patients disposant de cette assurance et à d'autres patients? Comment les hôpitaux justifient-ils la majoration des tarifs appliqués aux patients disposant d'une assurance privée? Des compagnies d'assurance ont-elles déjà déposé des plaintes à ce sujet? Ce point fait-il l'objet d'une concertation entre les hôpitaux, les médecins et les assureurs? Quelles démarches le gouvernement a-t-il déjà entreprises en vue de lutter contre ces pratiques?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Je n'ai pas connaissance du nombre de patients ayant contracté une assurance hospitalisation car cette question ressortit à la compétence de mon collègue Reynders. Il connaît sans doute le nombre de contrats d'assurance hospitalisation qui sont conclus annuellement mais sans pouvoir opérer la répartition demandée. Je n'ai pas d'informations concernant le nombre de jours d'hospitalisation des patients selon qu'ils ont ou non une assurance. Les pratiques que vous mentionnez sont contraires au principe de la non-discrimination même si elles sont peu répandues. Aucune disposition légale ne les interdit formellement mais le prochain ministre pourrait bien prendre une initiative dans ce sens. Je ne suis pas informée de plaintes qui auraient été déposées par les compagnies d'assurance en la matière.

01.03 Peter Logghe (VB): Cette réponse me déçoit quelque peu, étant donné que j'avais initialement adressé ma question au ministre des Finances.

La réponse concernant le nombre annuel de journées d'hospitalisation des patients ayant contracté ou non une assurance hospitalisation est étonnante, car il doit tout de même être possible d'opérer une distinction sur la base de l'assurance hospitalisation en se référant aux factures. Je prends en tout cas acte du fait que la ministre condamne la pratique et qu'il appartiendra à son successeur de juger comment il conviendra d'aligner la politique.

Je réintroduirai ma question auprès du ministre des Finances.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la

Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "(les dispositions pour) l'exécution de l'article 101 de la loi du 14 juillet 1994" (n° 571)

02.01 Nadia Sminate (N-VA): Il règne une grande confusion en ce qui concerne la modification de l'article 101 de la loi de 14 juillet 1994. La procédure de récupération à l'égard d'un travailleur en incapacité de travail qui a exercé une activité non autorisée a en effet été modifiée en profondeur. Le système actuel prescrit qu'il faut toujours faire appel à une instance médicale, mais dans la nouvelle réglementation, la procédure médicale est réduite à une étape purement administrative.

Les d'arrêtés d'exécution relatifs à la nouvelle réglementation, qui doit entrer en vigueur le 31 décembre 2010, n'ont pas encore été pris. Quand ces arrêtés seront-ils communiqués? Quand les mutualités seront-elles informées? Une réglementation analogue sera-t-elle également instaurée pour les travailleurs indépendants?

Renvient-il au contrôleur social, au médecin inspecteur ou au médecin-conseil de constater la période durant laquelle un travail non autorisé a été effectué? Le travailleur en incapacité de travail peut-il rester assuré dans ces conditions? Cette période est-elle assimilée? La décision relative à l'incapacité de travail sera-t-elle prise par le médecin inspecteur, le médecin-conseil ou encore, par le Conseil Médical de l'Invalidité? Dans quel délai le médecin ou l'inspecteur rendra-t-il une réponse définitive? Qu'en est-il de l'allocation entre la constatation du travail non autorisé et la décision médicale?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Le nouvel article 101 prévoit que le Roi détermine le délai dans lequel l'examen médical doit être effectué, ainsi que le délai dans lequel une décision négative doit être notifiée à l'intéressé.

Le projet d'arrêté royal fixe le délai pour l'examen médical à 30 jours ouvrables, à compter de la constatation par l'organisme assureur de l'activité non autorisée ou à partir de sa communication à l'organisme assureur. Pour la notification de la décision relative à la fin de la reconnaissance, il a été décidé d'appliquer les mêmes délais que pour les décisions concernant la fin de l'incapacité de travail et d'utiliser le même formulaire de notification.

Le comité de gestion de l'assurance indemnités pour travailleurs salariés, l'Inspection des Finances et le secrétaire d'État au Budget ont marqué leur accord sur le projet d'arrêté royal, qui est actuellement examiné par le Conseil d'État. Le délai d'avis expire le 29 novembre. L'arrêté royal sera en principe publié au *Moniteur belge* fin décembre.

À la demande des organismes assureurs, le Service des indemnités de l'INAMI a rédigé une note de directives concernant la mise en œuvre du nouvel article 101 et de ses dispositions d'exécution.

Cette note servira de base à la rédaction d'une circulaire.

La modification de la procédure de régularisation applicable à une reprise de travail non autorisée sera semblable dans le cadre de l'assurance indemnités pour travailleurs indépendants. Le comité de gestion de cette dernière a approuvé le 26 octobre une proposition de modification de l'article 23^{ter} de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

La date du 31 décembre 2010 a été proposée pour l'entrée en vigueur de cette nouvelle procédure de régularisation dans le cadre tant de l'assurance indemnités pour travailleurs indépendants que de l'assurance indemnités pour travailleurs salariés.

Sur pied du nouvel article 101, la procédure de régularisation se limite à une régularisation administrative pour la période du travail non autorisé. Comme dans la situation qui prévalait jusqu'à présent, la récupération ne dépassera pas le montant des indemnités indûment perçues pour les jours ou périodes durant lesquelles

il a été constaté que la personne en incapacité de travail a travaillé sans avoir reçu d'autorisation préalable du médecin-conseil. Cette récupération limitée n'est cependant plus liée à l'exigence d'une régularisation sur le plan médical.

La constatation des jours durant lesquels un travail non autorisé a été accompli peut se faire par le biais d'une enquête des contrôleurs sociaux sur le terrain, d'une comparaison des données par le Service du contrôle administratif de l'INAMI ou directement par la mutualité.

Le principe de l'assimilation des jours pour lesquels des indemnités ont été récupérées à des jours indemnisés pour la détermination des droits dans les autres secteurs de la sécurité sociale est maintenu, tout comme la procédure d'abandon de la récupération par le comité de gestion de l'assurance indemnités pour les travailleurs salariés.

Le bénéficiaire inapte au travail ayant exercé des activités non admises est tenu de subir un examen médical auprès du médecin-conseil ou du médecin-inspecteur du service d'Évaluation et de Contrôle Médicaux, au cours duquel il sera vérifié si l'intéressé est toujours en état d'incapacité de travail. Cet examen doit avoir lieu dans les 30 jours ouvrables suivant le constat de l'activité non admise.

S'il est décidé de mettre un terme à l'incapacité de travail, l'assuré se trouvant dans une période d'incapacité de travail primaire sera immédiatement informé de cette décision d'exclusion à l'issue de l'examen médical. L'assuré se trouvant dans une période d'invalidité est informé de cette même décision dans les trois jours ouvrables suivant l'examen médical.

Les allocations qui ont été versées à l'assuré pour la période comprise entre le moment où l'activité non autorisée a été constatée et la décision de mettre fin à l'incapacité de travail seront aussi recouvertes de manière limitée, à savoir seulement pour les jours pendant lesquels l'assuré aurait poursuivi son travail. Si l'assuré a cessé toute activité pendant la période précitée, les indemnités restent acquises.

02.03 Nadia Sminate (N-VA): Si je comprends bien, les modalités d'exécution ne seront communiquées que fin décembre alors que l'arrêté royal entrera déjà en vigueur dans six semaines. Les mutualités n'auront donc guère le temps de se préparer. Par ailleurs, une période de 30 jours ouvrables s'écoulera entre le constat d'une activité non autorisée effectuée par une personne en incapacité de travail et la décision de l'autorité médicale. Cela signifie que les personnes prises en flagrant délit de fraude conserveront tout de même leur allocation d'incapacité de travail pendant 30 jours.

Le fait que l'incapacité puisse être constatée tant par le médecin conseil que par un contrôleur social implique une inégalité de traitement, étant donné qu'un médecin-conseil ne peut procéder qu'à des récupérations alors qu'un contrôleur social peut à la fois infliger des sanctions et procéder à des récupérations.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les allocations octroyées aux indépendants" (n° 1039)

03.01 Meryame Kitir (sp.a): L'arrêté royal du 23 décembre 2005 concernant les allocations octroyées aux indépendants a entraîné d'importantes pertes de revenus pour certains bénéficiaires cohabitants. Une initiative législative permettant de remédier à cet impact négatif se fait toujours attendre. Le régime transitoire sera-t-il à nouveau prolongé?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais): J'ai demandé l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants en ce qui concerne une éventuelle prolongation du régime transitoire en 2011. Le Comité se réunit le 15 décembre. J'ai également demandé au Comité d'élaborer une solution qui permettra d'annuler les effets négatifs de la revalorisation des revenus de remplacement sur les indemnités d'invalidité et d'incapacité de travail primaire.

03.03 Meryame Kitir (sp.a): J'espère que l'avis sera positif.

L'incident est clos.

04 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'incidence des augmentations récentes des pensions sur le paiement des différentes prestations sociales" (n° 457)

04.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Ces dernières années, le gouvernement démissionnaire a majoré les pensions les plus basses et les plus anciennes, ce qui a permis de préserver bien des personnes de la pauvreté. Or certaines majorations de pension ont une incidence négative sur d'autres allocations sociales, telles que le droit à un supplément aux allocations familiales ou le statut de chef de famille dans le cadre des allocations de chômage.

Le groupe de travail annoncé a-t-il été instauré dans l'intervalle? Qu'en est-il de sa composition, de son mandat et de sa méthode de travail? Des conclusions ont-elles pu être tirées?

La solution idéale consisterait en une liaison automatique des indemnités entre elles, pour éviter que la majoration de l'une puisse entraîner la diminution d'une autre. Quel serait le coût d'une telle mesure? Le ministre pourrait-il me faire savoir combien d'allocataires ont subi une perte nette à la suite de la majoration des pensions?

04.02 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en néerlandais*): Le gouvernement s'est déjà penché précédemment sur le problème des effets de seuil. Il s'agit de situations dans lesquelles une revalorisation des indemnités génère une réduction du revenu global disponible du ménage, parce que le revenu d'un des partenaires dépasse un seuil en raison de la revalorisation et que ce partenaire se voit alors attribuer un autre statut.

Le gouvernement a finalement décidé de majorer ponctuellement tous les seuils concernés. Le problème résulte inmanquablement d'un système qui prévoit des indemnités sociales majorées, forfaitaires en fonction du revenu de l'ayant droit ou de son partenaire. Pour résoudre ce problème, le gouvernement devrait réajuster l'ensemble des majorations concernées. Cette opération générerait inéluctablement des différences initiales encore plus importantes dans les revenus des allocataires que celles que le système actuel tente d'éviter.

Une liaison automatique des seuils constituerait probablement la solution la plus efficace mais elle ne serait que partielle, dans la mesure où la majoration des différentes allocations n'est pas uniforme. La majoration automatique des seuils pourrait donc être trop forte ou trop faible par rapport aux majorations des indemnités des différents secteurs. Le coût de cette mesure ne peut être calculé en termes absolus, parce qu'il dépend des revalorisations respectives des allocations.

Le relèvement d'un seuil visant à neutraliser l'augmentation des indemnités est a priori neutre sur le plan budgétaire, parce qu'un certain public peut continuer à jouir d'un avantage acquis. Il peut cependant parfois entraîner des coûts si l'augmentation bénéficie également à des personnes dont l'indemnité n'a pas été augmentée. La mesure entraîne dans ce cas une augmentation du nombre de bénéficiaires de l'augmentation.

En l'espèce, il s'agit avant tout d'un dossier que le prochain gouvernement devra traiter.

04.03 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Les mesures qui procèdent de bonnes intentions ne peuvent jamais avoir de conséquences néfastes pour les ménages. J'espère que nous pourrions entamer le plus rapidement possible les discussions sur les véritables problèmes socioéconomiques de notre pays, après l'éventuelle réforme de l'État.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la perte d'assurabilité à la suite d'une sanction administrative" (n° 1053)

05.01 Nadia Sminate (N-VA): En juin 2010, un nouveau mécanisme de sanction a été adopté à l'égard des assurés sociaux mais la garantie "d'assurabilité" – qui était explicitement régie par l'arrêté royal de 1969 – en a été supprimée.

S'agit-il d'un oubli ou d'une volonté délibérée? Dans le premier cas, la ministre prendra-t-elle des mesures? Combien de sanctions administratives ont été prises depuis le 12 juin 2010? Les personnes concernées risquent-elles de perdre leur assurabilité?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): L'arrêté royal du 10 janvier 1969 a été remplacé par l'article 13 de la loi du 19 mai 2010. L'article 16 de cette loi dispose que l'arrêté royal de 1969 est abrogé. Cependant, les sanctions ont été réinsérées et actualisées dans les articles 168**quinquies** et 168**sexies** de la loi relative à l'assurance obligatoire, coordonnée le 14 juillet 1994.

Le nombre d'infractions a été limité aux cas suivants: présentation d'un faux document; non-communication d'une modification de la feuille de renseignements; reprise d'une activité sans autorisation préalable du médecin conseil pendant la période d'incapacité de travail; reprise d'une activité sans en informer l'organisme assureur et non-déclaration de revenus à l'organisme assureur.

Dans un souci de transparence, l'article 14 de l'arrêté royal de 1969, qui prévoyait expressément le maintien du droit de l'intéressé à être assuré durant la période de suspension du droit aux indemnités résultant d'une sanction administrative, n'a pas été intégré à l'article 168**quinquies** de la loi du 14 juillet 1994.

L'absence de cette disposition ne signifie cependant nullement que les titulaires confrontés à cette situation perdent leur droit à l'assurance. Les titulaires reconnus comme étant en incapacité de travail ou bénéficiant d'une période de repos de maternité conservent leur qualité de titulaire malgré qu'ils ne perçoivent pas d'indemnités, par exemple durant une période couverte par le salaire, par une indemnité de licenciement ou par un pécule de vacances ou encore, durant une période de sanction administrative.

Au 19 novembre 2010, le fonctionnaire dirigeant du Service du contrôle administratif de l'INAMI a infligé un total de 46 sanctions administratives sur la base de l'article 168.

05.03 Nadia Sminate (N-VA): Même si la ministre affirme que ces personnes concernées par une incapacité de travail ne perdront pas leur droit à l'assurance, ce principe n'est pas explicitement mentionné dans la loi. Des contestations juridiques sont possibles. Il va de soi que je me félicite de ces mesures de lutte contre la fraude sociale mais la sanction doit être proportionnelle à l'infraction. Il serait inconcevable que les intéressés soient sanctionnés davantage encore en perdant leur droit à l'assurance. Ce point constitue à mes yeux une lacune de la loi.

L'incident est clos.

06 Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les mesures conservatoires nécessaires pour garantir le financement de la sécurité sociale" (n° 943)

06.01 Hans Bonte (sp.a): Pour assurer la payabilité de notre sécurité sociale, il est absolument impératif de bien dépenser chaque euro et de pouvoir lutter vigoureusement contre la fraude. Les problèmes sont légion: des fraudes à grande échelle sont commises dans le secteur des transports, des abus le sont sur le plan de l'occupation de travailleurs étrangers et il y a le problème des faux indépendants. Il est déplorable qu'au cours des dernières années, le Parlement ne soit pas parvenu à élaborer une législation globale cohérente pour traiter toutes ces questions.

Des initiatives visant à lutter contre ces abus massifs sont-elles en préparation en cette période d'affaires courantes? Le système de la responsabilité solidaire ne pourrait-il pas être instauré? La volonté politique d'examiner au Parlement la législation y relative ainsi que la loi visant à clarifier les relations de travail existe-t-elle?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): L'inspection sociale est très consciente du problème et

l'inscrit chaque année dans le plan stratégique annuel. Pour lutter contre la fraude transfrontalière, nous devons conclure des accords internationaux favorisant l'échange d'informations. Fin 2008, un accord en ce sens a été conclu avec la France. Un accord avec les Pays-Bas devrait être signé avant la fin de cette année et des pourparlers sont en cours avec l'Allemagne, l'Italie, la Tchéquie, la Bulgarie, le Portugal et la Roumanie.

L'article 30*bis* de la loi du 27 juin 1969 portant révision de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs prévoit déjà une responsabilité solidaire pour l'entrepreneur qui fait appel à un autre entrepreneur ou à un sous-traitant qui a des dettes sociales. Dans ce cas, la responsabilité solidaire peut être évitée par le prélèvement, lors du paiement au sous-traitant, de 35 % de la somme due et le versement de ce montant à l'ONSS.

Ce mécanisme permettrait de percevoir tout de même la cotisation ONSS.

Avec la ministre Milquet et les partenaires sociaux, j'examine actuellement la question de savoir comment nous pourrions instaurer dans le secteur de la construction un système d'enregistrement électronique de la présence des travailleurs et de leurs prestations.

Quoique j'éprouve une certaine sympathie pour la proposition de loi de M. Bonte ayant trait à la nature de la relation de travail, il me semble préférable d'exécuter la législation existante. Le gouvernement Verhofstadt II a dû y consacrer d'après négociations et le gouvernement actuel a réussi à conclure un compromis sur les arrêtés d'exécution, arrêtés qui n'ont pu être publiés en raison de la chute du gouvernement. Sous le prochain gouvernement, la Commission de règlement de la relation de travail pourra enfin être créée. Toutefois, si la prochaine équipe gouvernementale devait remettre en cause le compromis qui a été conclu, le risque que plus rien ne se passe pendant des années serait réel.

Il me semble préférable de donner une chance à cette commission et d'en évaluer le fonctionnement après quelques années.

06.03 Hans Bonte (sp.a): Cette commission est effectivement un outil important. C'est bien pour cela que j'ai plaidé pendant des années pour qu'elle soit mise sur pied. Je suis toutefois sceptique quant à la manière dont le compromis sera exécuté et je crains que nous perdions des années justement à cause de cela.

L'article 30*bis* auquel la ministre fait référence ne concerne que les travaux immobiliers. Des problèmes se posent également dans le secteur des transports et pour ces problèmes-là, cet article n'offre aucune solution.

Les accords de collaboration conclus avec les administrations et les inspections d'autres pays sont importants mais ils ne sont qu'un des deux pôles de l'approche. L'autre pôle, c'est une réglementation durcie. Outre les plans échafaudés par la ministre, un travail législatif reste à effectuer. Je suggérerai à mon chef de groupe de mettre sur le tapis les propositions de loi y afférentes.

06.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Je demanderai instamment au Roi de signer l'arrêté royal.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 25 et 467 de Mme De Block et la question n° 1070 de M. Bacquelaine sont reportées.

07 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les allocations familiales" (n° 1090)

07.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Une différence subsiste toujours entre les allocations familiales octroyées aux ménages qui relèvent du régime des travailleurs salariés et celles qui sont octroyées aux ménages qui ressortissent au régime des travailleurs indépendants. Un premier enfant dans ce second régime reçoit 5,5 euros de moins qu'un enfant unique dans le régime des salariés. De plus, cet enfant unique ou premier enfant ne bénéficiera ultérieurement d'aucun supplément d'âge.

Quel jugement la ministre porte-t-elle sur cette inégalité? Que pense-t-elle de l'idée d'assimiler les allocations des indépendants à celles des salariés? Cette assimilation est-elle envisageable budgétairement parlant? Que pense la ministre de l'idée de financer les allocations familiales avec les ressources générales du Trésor et de ne plus les comptabiliser dans les coûts salariaux?

07.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Je suis évidemment favorable à l'alignement des allocations familiales des salariés et des indépendants. Les efforts d'alignement déjà réalisés ont porté d'abord sur l'alignement des pensions. Mais pour moi, un enfant en vaut un autre. J'estime qu'il s'agit là d'une priorité.

Votre deuxième question est liée à des négociations en cours. Personnellement, je suis tout à fait favorable à son maintien dans le giron de la sécurité sociale. Le financement des allocations familiales, voulu par le gouvernement et les partenaires sociaux, est une garantie de solidarité pour tous les enfants du pays.

07.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Il me semble opportun d'instaurer un système dans lequel tous les enfants sont égaux et de le financer par d'autres moyens.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'article 168quinquies, § 3 de la loi du 14 juillet 1994" (n° 1101)

08.01 Nadia Sminate (N-VA): La loi du 2 juin 2010 prévoit de nouvelles sanctions administratives contre les personnes qui exercent une activité non autorisée durant une période d'incapacité de travail. La sanction peut être augmentée d'un quart en cas d'exercice d'un travail non déclaré à la sécurité sociale.

La notion de "travail" fait-elle référence à l'activité non autorisée? Qu'entend-on par "non déclaré à la sécurité sociale"? Le fait que l'employeur n'ait pas payé de cotisations sociales ou que le travail revêt un caractère indépendant et n'a donc pas été déclaré à une caisse d'assurances sociales?

08.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Il est exclusivement fait référence au travail indépendant non autorisé qui n'a pas été déclaré à l'INAMI, exercé par un assuré social en incapacité de travail dans le système général. L'alourdissement des sanctions a été inséré explicitement dans la loi coordonnée du 14 juillet 1994, qui prévoit que le fonctionnaire dirigeant peut infliger une sanction administrative augmentée d'un quart en cas d'exercice d'un travail – c'est-à-dire l'activité non autorisée – non déclaré à la sécurité sociale. Les inspecteurs sociaux et les contrôleurs sociaux du Service du contrôle administratif de l'INAMI sont habilités à procéder à ces constatations. Le terme "travail" prête peut-être à confusion.

08.03 Nadia Sminate (N-VA): C'est là effectivement le nœud du problème. Il est normalement question d'activités non autorisées. Je pense que ce terme est plus adéquat. Selon moi, le personnel de contrôle de l'INAMI n'est pas compétent pour procéder à ces contrôles. La ministre pourrait-elle faire réexaminer cet aspect?

L'incident est clos.

09 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la compétence de constat pour les infractions prévues à l'article 168quinquies de la loi du 14 juillet 1994" (n° 1102)

09.01 Nadia Sminate (N-VA): La loi du 14 juillet 1994 définissait un certain nombre d'infractions, ainsi que les sanctions correspondantes. L'arrêté royal du 10 janvier 1969 précisait quels fonctionnaires étaient compétents pour constater ces infractions. Cette précision ne figure plus dans la loi du 12 juin 2010.

Quels fonctionnaires sont compétents pour constater les infractions à la loi de 1994? Des infractions ont-elles été constatées depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi? Quels fonctionnaires les ont constatées? Ces constats étaient-ils valables?

09.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): L'arrêté royal du 10 janvier 1969 a été abrogé et remplacé par l'article 13 de la loi du 19 mai 2010. Les sanctions administratives sont à présent réglées par les articles 168^{quinquies} et 168^{sexies} de la loi du 14 juillet 1994.

La condition inscrite dans l'arrêté royal et selon laquelle un agent qui procède aux constats doit être compétent pour dresser des procès-verbaux n'a pas été reprise pour des raisons de transparence et de simplification administrative.

Il s'agit là d'une matière fort technique. Les articles 159 et 162 de la loi de 1994 règlent la compétence en matière de constat d'infractions.

Les constats datant d'avant le 2 juin 2010, comme ceux datant d'après cette date, sont valides.

09.03 Nadia Sminate (N-VA): L'article 168^{quinquies} reste muet à ce sujet, ce qui, selon moi, constitue une lacune.

Il me semble que, dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale, les avocats ont toutes les armes en main pour prouver que la loi présente une lacune et pour contester la validité des constats.

09.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): La compétence générale de l'inspecteur est fixée par d'autres articles. L'absence de précisions à ce sujet à l'article 168 ne pose aucun problème.

09.05 Nadia Sminate (N-VA): Cet article porte sur un nombre bien plus important de contrôleurs. Tout cela est arrêté par article, et il n'en est pas question ici.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les articles 67 et suivants de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants" (n° 1103)

10.01 Nadia Sminate (N-VA): La loi du 2 juin 2010 abroge l'arrêté royal de 1969. Or certaines références à l'arrêté royal du 20 juillet 1971 subsistent. Est-il dès lors encore possible d'imposer des sanctions dans le cadre des articles 67 et 68 de l'arrêté royal de 1971? A-t-on encore constaté des infractions depuis le 12 juin 2010? Ces constats sont-ils valides?

10.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Des adaptations légistiques doivent être apportées et l'INAMI est en train de les examiner.

Ces adaptations ne porteront pas préjudice à la légalité et à la validité des constats et sanctions administratives. Il s'agit uniquement d'une question de langage juridique qui ne pose pas réellement problème.

10.03 Nadia Sminate (N-VA): Je prends acte du fait qu'il sera remédié aux lacunes dans la législation.

La réponse s'applique-t-elle également aux sanctions concernant les indépendants?

10.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Je vous transmettrai les réponses de l'INAMI.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les indemnités et allocations au sein des services d'inspection sociale (arrêté royal du 30 juin 1988)" (n° 1126)

11.01 Nadia Sminate (N-VA): L'arrêté royal du 30 juin 1988 régit l'octroi d'indemnités forfaitaires

mensuelles au personnel de l'Inspection du Service du contrôle administratif de l'INAMI. Selon la lettre de cet arrêté royal, le montant total des indemnités de frais forfaitaires mensuelles est accordé aux membres du personnel même s'ils ne travaillent pas à temps plein.

Cette disposition est-elle appliquée telle quelle? Combien de membres du personnel sont concernés par cet arrêté royal? Parmi eux, combien ne travaillent pas à temps plein?

11.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): L'indemnité forfaitaire mensuelle est accordée au personnel de l'Inspection du SCA de l'INAMI. En cas d'interruption continue des services excédant quinze jours dans d'autres situations que celles visées à l'article 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1988, cette indemnité n'est pas payée.

Un régime de travail à temps partiel n'implique généralement pas d'interruption de plus de quinze jours. Par conséquent, le droit à l'indemnité est maintenu dans de tels cas.

Le personnel de l'inspection qui, par le biais d'une interruption de carrière à temps partiel, interrompt son activité durant plus de quinze jours pour prodiguer des soins palliatifs ou une assistance médicale ne bénéficie pas d'une indemnité forfaitaire mensuelle.

Par personnel de l'Inspection du SCA de l'INAMI, il faut entendre tout membre du personnel qui porte le titre d'inspecteur-contrôleur social. Ses compétences sont régies par les articles 162 et 169 de la loi du 14 juillet 1994. Il exerce sa fonction conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 relative à l'inspection du travail. Il est nommé individuellement par arrêté royal.

Il s'agit d'un inspecteur général, de deux conseillers inspecteurs sociaux, de quarante attachés inspecteurs sociaux, dont trente-six à temps plein, trois à 80 % et un à 50 %, et de vingt-six contrôleurs sociaux, dont quatorze à temps plein, dix à 80 % et deux à 50 %.

11.03 Nadia Sminate (N-VA): Il est étonnant que des membres du personnel perçoivent également l'indemnité pour un mois de congé puisqu'il s'agit d'une indemnité pour frais. Il est également bizarre qu'un membre du personnel perçoive une indemnité pour frais de séjour alors qu'il est présent dans le service. Lorsqu'un membre du personnel travaillant à mi-temps perçoit un défraiement et une indemnité pour frais de séjour équivalents à ceux perçus par un membre du personnel à temps plein, cela ne me semble pas être un mode de rémunération correct.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le relèvement et l'exemption des frais administratifs des organismes assureurs dans les cas de paiement indu lié à une fraude sociale (arrêté royal du 7 octobre 1993 et article 327 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996)" (n° 1131)

12.01 Nadia Sminate (N-VA): Il a été procédé à la mise en place d'un système de responsabilisation des mutualités dans le cadre duquel plus des sommes indûment versées sont récupérées par la mutualité elle-même, plus la rétribution de la mutualité est élevée. Ce n'est toutefois pas le cas lorsque le constat a été réalisé par le Service de contrôle administratif.

Pourquoi? La ministre est-elle prête à prévoir un incitant pour les organismes d'assurances qui prennent la peine de récupérer ces montants?

12.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): En vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal de 1993, les frais administratifs sont majorés d'un pourcentage du montant des récupérations effectives – comprenant également les intérêts perçus – réalisées conformément à l'article 164 de la loi du 14 juillet 1994. Sur pied du même article, ne peuvent être prises en considération les récupérations effectuées par le Service de contrôle

administratief ou par le Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'INAMI ou encore, par l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités lorsque l'opération n'a pas été précédée d'une initiative de l'organisme assureur. La notion de fraude sociale ne joue aucun rôle à cet égard.

Si l'organisme assureur découvre de sa propre initiative un cas de fraude sociale et entreprend une action en répétition, le montant récupéré pourra être pris en considération pour imposer une majoration des frais administratifs variables en application de l'article 195 de la loi de 1994. Le même principe s'applique aux récupérations mises en œuvre par le SCA ou par le SECM et non liées à une fraude.

Selon la réglementation actuelle, le suivi des récupérations mises en œuvre par l'INAMI ou par l'OCM fait partie des missions normales de l'organisme assureur. L'indemnisation de ces tâches est assurée par le biais de la partie fixe des frais administratifs.

Si un organisme assureur découvre un cas de fraude sociale de sa propre initiative et agit en récupération, la somme récupérée entre en ligne de compte pour l'augmentation des frais d'administration variables, comme prévu à l'article 195 de la loi.

12.03 Nadia Sminate (N-VA): Lorsqu'un contrôleur procède à un constat, le montant n'est pas récupéré automatiquement. À cet effet, l'organisme assureur doit encore fournir un effort important qui devrait, à mon sens, être récompensé.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 57.

De vergadering wordt geopend om 10.24 uur en voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "hogere facturen voor patiënten met een hospitalisatieverzekering" (nr. 13)

01.01 Peter Logghe (VB): Ziekenhuizen durven hun prijzen wel eens opdrijven zodra ze vernemen dat een patiënt over een bijkomende hospitalisatieverzekering beschikt.

Heeft de minister zicht op het jaarlijkse aantal patiënten met en zonder hospitalisatieverzekering en op het jaarlijkse aantal ligdagen met en zonder hospitalisatieverzekering? Op welke manier verantwoorden ziekenhuizen de aanrekening van hogere facturen aan privaat verzekerde patiënten? Zijn hierover reeds klachten binnengekomen van verzekeringsmaatschappijen? Wordt hierover overlegd tussen ziekenhuizen, dokters en verzekeringsmaatschappijen? Welke stappen heeft de regering reeds gezet om deze praktijken te bestrijden?

01.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Ik ken het aantal patiënten met een hospitalisatieverzekering niet, want dit valt onder de bevoegdheid van collega Reynders. Waarschijnlijk kent hij het aantal hospitalisatieverzekeringsovereenkomsten dat jaarlijks wordt afgesloten, maar zonder de gevraagde opdeling te kunnen maken. Ik heb geen informatie over het aantal ligdagen van patiënten met of zonder hospitalisatieverzekering. Zelfs als de aangehaalde praktijk beperkt is in omvang, druist dit in tegen de principes van non-discriminatie. Er is geen enkele wettelijke bepaling die dit soort praktijken formeel verbiedt, maar een dergelijk verbod zou er wel kunnen komen op initiatief van de volgende minister. Ik heb geen weet van klachten van de verzekeringsmaatschappijen in dit verband.

01.03 Peter Logghe (VB): Dit antwoord ontgoochelt me toch wat, aangezien ik mijn vraag oorspronkelijk had gericht aan de minister van Financiën.

Het antwoord inzake het jaarlijkse aantal ligdagen met en zonder hospitalisatieverzekering wekt verbazing, want uit de facturen moet het onderscheid op basis van een hospitalisatieverzekering toch af te leiden zijn. Ik neem er in elk geval nota van dat de minister de praktijk veroordeelt en dat de volgende minister zal moeten oordelen hoe men het beleid zal moeten afstemmen.

Ik zal mijn vraag opnieuw indienen bij de minister van Financiën.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de uitvoering(sbepalingen) van artikel 101 van de wet van 14 juli 1994" (nr. 571)

02.01 Nadia Sminate (N-VA): Er heerst grote onduidelijkheid over de wijziging van artikel 101 van de wet van 14 juli 1994. De terugvorderingsprocedure ten aanzien van een arbeidsongeschikte die een niet-toegelaten activiteit heeft uitgeoefend, wijzigt immers grondig. In het huidige systeem moet altijd een medische instantie worden ingeschakeld, in de nieuwe regeling wordt de medische procedure tot een louter administratieve procedure herleid.

Er zijn nog geen uitvoeringsbesluiten voor de nieuwe regeling, die op 31 december 2010 ingaat. Wanneer zullen ze gecommuniceerd worden? Wanneer worden de ziekenfondsen ingelicht? Zal ook voor de zelfstandigen een gelijkaardige regeling worden ingevoerd?

Welke instantie zal de periode waarin niet-toegelaten arbeid werd uitgevoerd, vaststellen? Is dat de sociale controleur, de geneesheer-inspecteur of de adviserend geneesheer? Blijft de betrokken arbeidsongeschikte verzekeraar? Wordt deze periode gelijkgesteld? Wie zal de beslissing betreffende arbeidsongeschiktheid nemen? Is dat de geneesheer-inspecteur, de adviserend geneesheer of zelfs de Geneeskundige Raad voor Invaliditeit? Binnen welke termijn zal die geneesheer of inspecteur uitsluitsel geven? Wat gebeurt er met de uitkering tussen het moment van de eigenlijke vaststelling van de niet-toegelaten arbeid en de geneeskundige beslissing?

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Het nieuwe artikel 101 bepaalt dat de Koning de termijn vastlegt waarbinnen het geneeskundig onderzoek moet worden uitgevoerd, alsook de termijn waarbinnen een negatieve beslissing aan de betrokkene moet worden betekend.

Het ontwerp van KB legt de termijn voor het geneeskundig onderzoek vast op 30 werkdagen, te rekenen vanaf de vaststelling door de verzekeringsinstelling van de niet-toegelaten activiteit of vanaf de mededeling ervan aan de verzekeringsinstelling. Bij de betekening van de beslissing over het einde van de erkenning werd beslist om dezelfde termijnen te hanteren als voor de beslissingen inzake het einde van de arbeidsongeschiktheid en om hetzelfde kennisgevingsformulier te gebruiken.

Het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor loontrekkenden, de Inspectie van Financiën en de staatssecretaris voor Begroting hebben zich akkoord verklaard met het ontwerp van KB. Het wordt momenteel behandeld door de Raad van State. De adviestertermijn verloopt op 29 november. Het KB zal in principe eind december in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd worden.

De dienst voor Uitkeringen van het RIZIV heeft op vraag van de verzekeringsinstellingen een nota opgesteld met richtlijnen in verband met de toepassing van het nieuwe artikel 101 en van zijn uitvoeringsbepalingen.

Die nota zal worden verwerkt in een rondzendbrief.

In het kader van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen zal een gelijkaardige wijziging worden doorgevoerd van de regularisatieprocedure in geval van een niet-toegelaten werkhervatting. Het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen heeft daartoe op 26 oktober een voorstel tot wijziging goedgekeurd van artikel 23ter van het KB van 20 juli 1971.

Er is voorgesteld om de nieuwe regularisatieprocedure in het kader van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, net als die in het kader van de uitkeringsverzekering voor loontrekkenden, in werking te laten treden op 31 december 2010.

Krachtens het nieuwe artikel 101 beperkt de regularisatieprocedure zich voor het tijdsvak van niet-toegelaten

arbeid tot een administratieve regularisatie. Zoals nu blijft de terugvordering beperkt tot de uitkeringen die ten onrechte werden uitbetaald voor de dagen of perioden waarvoor is vastgesteld dat de arbeidsongeschikte gewerkt heeft zonder voorafgaande toelating van de adviserend geneesheer. De beperkte terugvordering is echter niet meer gebonden aan de vereiste van een regularisatie op medisch vlak.

Vaststellen dat er niet-toegelaten arbeid werd verricht, kan gebeuren door spoorwerk van sociale controleurs op het terrein, door het vergelijken van gegevens door de dienst voor Administratieve Controle van het RIZIV, of door het ziekenfonds zelf.

Het principe van de gelijkstelling van de dagen waarvoor de uitkeringen zijn teruggevorderd met vergoede dagen voor de vaststelling van de rechten in de andere sectoren van de sociale zekerheid blijft behouden, evenals de procedure tot verzaking aan de terugvordering door het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor loontrekkenden.

De arbeidsongeschikte gerechtigde die niet-toegelaten activiteiten heeft uitgeoefend, moet een geneeskundig onderzoek ondergaan bij de adviserend geneesheer of de geneesheer-inspecteur van de dienst voor Geneeskundige Evaluatie en Controle om te controleren of hij nog steeds arbeidsongeschikt is. Dit onderzoek moet binnen de 30 werkdagen na de vaststelling van de niet-toegelaten activiteit gebeuren.

Indien beslist wordt om de arbeidsongeschiktheid te beëindigen, dan wordt de verzekerde die zich in een tijdvak van primaire arbeidsongeschiktheid bevindt, onmiddellijk na afloop van het geneeskundig onderzoek van deze uitsluitingsbeslissing op de hoogte gebracht. De verzekerde die zich in een tijdvak van invaliditeit bevindt, wordt binnen de drie werkdagen van de beëindiging op de hoogte gebracht.

De uitkeringen die aan de verzekerde werden uitbetaald voor de periode tussen de vaststelling van de niet-toegelaten activiteit en de beslissing tot het beëindigen van de arbeidsongeschiktheid, moeten eveneens beperkt teruggevorderd worden, met name enkel voor de dagen waarop de verzekerde nog verder gewerkt zou hebben. Indien de verzekerde tijdens de voornoemde periode alle activiteiten stopgezet heeft, blijven de uitkeringen verworven.

02.03 Nadia Sminate (N-VA): Ik begrijp dat de uitvoeringsbepalingen pas eind december gecommuniceerd zullen worden, terwijl het KB al binnen zes weken in werking treedt. De ziekenfondsen krijgen dus erg weinig tijd om zich voor te bereiden. Ik begrijp ook dat er 30 werkdagen zullen verstrijken tussen de vaststelling van de niet-toegelaten arbeid door een arbeidsongeschikte en de beslissing van de medische instantie. Dat betekent dat personen die manifest fraude plegen, toch hun uitkering als arbeidsongeschikte gedurende 30 dagen behouden.

Dat de vaststelling kan gebeuren door zowel de adviserend geneesheer als door een sociaal controleur, houdt een ongelijke behandeling in. Een adviserend geneesheer kan namelijk enkel terugvorderen, een sociaal controleur kan sancties opleggen en terugvorderen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Meryame Kitir aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de uitkeringen der zelfstandigen" (nr. 1039)

03.01 Meryame Kitir (sp.a): Het KB van 23 december 2005 betreffende de uitkeringen der zelfstandigen heeft een negatieve impact op het gezinsinkomen van sommige samenwonende rechthebbenden. Er is nog altijd geen wetgevend initiatief genomen om deze negatieve impact weg te werken. Zal de overgangsregeling nogmaals worden verlengd?

03.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Ik heb het advies gevraagd van het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen over een verlenging van de overgangsmaatregel voor 2011. De volgende vergadering van dit comité heeft plaats op 15 december. Ik heb tevens gevraagd om een oplossing uit te werken om de negatieve effecten op de uitkeringen voor primaire arbeidsongeschiktheid en invaliditeit ingevolge de herwaardering van de vervangingsinkomens ongedaan te maken.

03.03 Meryame Kitir (sp.a): Ik hoop dat het advies positief zal zijn.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de invloed van de recente pensioenverhogingen op de uitbetaling van de verscheidene sociale uitkeringen" (nr. 457)

04.01 Servais Verherstraeten (CD&V): De ontslagnemende regering heeft de afgelopen jaren aan de laagste en de oudste pensioenen verhogingen toegekend die vele mensen uit de armoede hebben gehouden. Sommige pensioenverhogingen hebben echter negatieve gevolgen voor andere sociale uitkeringen, zoals het recht op een kinderbijslagsupplement of het statuut van gezinshoofd bij werkloosheidsuitkeringen.

Is de beloofde werkgroep hierover intussen opgestart? Wat is de samenstelling, het mandaat en de werkwijze van die werkgroep? Werden er reeds conclusies getrokken?

De ideale oplossing is een automatische koppeling van de uitkeringen, zodat een verhoging van het ene niet leidt tot een verlaging van het andere. Wat zou dat kosten? Weet de minister hoeveel uitkeringsgerechtigden een nettoverlies hebben geleden ten gevolge van de pensioenverhoging?

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De regering heeft zich al eerder gebogen over het probleem van de drempel effecten. Het gaat om situaties waarbij een herwaardering van de uitkeringen zorgt voor een daling van het totaal beschikbare gezinsinkomen, omdat het inkomen van een van de partners door de herwaardering een drempel overschrijdt en de partner een ander statuut krijgt.

De regering heeft uiteindelijk beslist om alle drempels in kwestie punctueel te verhogen. Het probleem is een onvermijdelijk gevolg van een systeem dat in verhoogde, forfaitaire, sociale uitkeringen volgens het inkomen van de rechthebbende of van zijn partner voorziet. Voor een oplossing zou de regering het geheel van de desbetreffende verhogingen moeten herzien. Deze operatie zou onvermijdelijk leiden tot veel grotere initiële verschillen in de inkomens van de uitkeringsgerechtigden dan de verschillen die het huidige systeem probeert te vermijden.

Een automatische koppeling van de drempels zou wellicht het meest efficiënte antwoord vormen, maar zou slechts een gedeeltelijke oplossing zijn, in de mate dat de verschillende uitkeringen niet op dezelfde manier verhogen. De automatische verhoging van de drempels zou dus in vergelijking met de verhogingen van de uitkeringen van de verschillende sectoren te zwak of te sterk kunnen zijn. De kostprijs van de maatregel kan niet in absolute termen worden berekend, omdat die afhangt van de overeenkomstige herwaarderingen van de uitkeringen.

Het optrekken van een drempel die de verhoging van de uitkeringen wil neutraliseren, is a priori budgettair neutraal, omdat een bepaald publiek een verworven voordeel kan blijven genieten. Dat kan echter soms kosten meebrengen indien de verhoging ook ten goede komt van personen van wie de uitkering niet verhoogd werd. De maatregel leidt dan tot een uitbreiding van het aantal begunstigden van de verhoging.

Het gaat hier in de eerste plaats om een dossier dat de volgende regering zal moeten behandelen.

04.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Goedbedoelde maatregelen mogen nooit nefaste gevolgen hebben voor de gezinnen. Ik hoop dat wij de besprekingen over de echte sociaal-economische problemen in ons land zo snel mogelijk kunnen aanvatten, na de eventuele staatshervorming.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het verlies van verzekeraarbaarheid ten gevolge van een administratieve sanctie" (nr. 1053)

05.01 Nadia Sminate (N-VA): In juni 2010 werd een nieuw sanctiemechanisme goedgekeurd ten aanzien van de sociaal verzekerden, maar de garantie op verzekerbareid – expliciet geregeld in het KB van 1969 – is eruit verdwenen.

Is dit een vergetelheid of was dit de bedoeling? Zal de minister in het eerste geval maatregelen nemen? Hoeveel administratieve sancties heeft men sinds 12 juni 2010 opgelegd? Bestaat het gevaar dat deze personen hun verzekerbareid zullen verliezen?

05.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Het KB van 10 januari 1969 werd vervangen door artikel 13 van de wet van 19 mei 2010. Artikel 16 van deze wet bepaalt dat het KB van 1969 wordt opgeheven. De administratieve sancties worden thans hernomen en geactualiseerd in de artikelen 168*quinquies* en 168*sexies* van de wet betreffende de verplichte verzekering, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Het aantal inbreuken werd beperkt tot het vals bescheid, het nalaten om een wijziging van het inlichtingenblad mee te delen, het uitoefenen van een activiteit zonder voorafgaande toestemming van de adviserend geneesheer tijdens de arbeidsongeschiktheid, het niet op de hoogte brengen van de verzekeringsinstelling van het hervatten van een activiteit en het niet aangeven van de inkomsten aan de verzekeringsinstelling.

Artikel 14 van het KB van 1969 werd omwille van de transparantie niet hernomen in artikel 168*quinquies* van de wet van 14 juli 1994. Dat artikel voorzag uitdrukkelijk in het behoud van de verzekerbareid gedurende een periode van schorsing op het recht op uitkeringen ten gevolge van een administratieve sanctie.

Dit betekent echter geenszins dat de gerechtigden in die situatie hun verzekerbareid verliezen. De gerechtigden die erkend zijn als arbeidsongeschikt of zich in een tijdvak van moederschapsrust bevinden, behouden hun hoedanigheid van gerechtigde, ondanks het feit dat ze geen uitkeringen genieten, bijvoorbeeld voor een periode gedekt door loon, ontslagvergoeding of vakantiegeld of een periode gedekt door een administratieve sanctie.

De leidend ambtenaar van de dienst voor Administratieve Controle van het RIZIV legde tot 19 november 2010 op basis van artikel 168 in totaal 46 administratieve sancties op.

05.03 Nadia Sminate (N-VA): De minister zegt dat deze arbeidsongeschikten hun verzekerbareid niet zullen verliezen, maar dat staat niet expliciet in de wet. Er is juridische betwisting mogelijk. Uiteraard juich ik de strijd tegen sociale fraude toe, maar de sanctie moet in verhouding staan tot de inbreuk. Het kan niet dat men bijkomend gestraft wordt door uitgesloten te worden van verzekerbareid. Ik vind dat een lacune in de wet.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Hans Bonte aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "noodzakelijke bewarende maatregelen teneinde de financiering van de sociale zekerheid veilig te stellen" (nr. 943)

06.01 Hans Bonte (sp.a): Om onze sociale zekerheid betaalbaar te houden, moet elke euro goed worden besteed en moet fraude kordaat kunnen worden aangepakt. De problemen zijn legio: er blijkt grootschalige fraude te bestaan in de transportsector, er wordt misbruik gemaakt van het inzetten van buitenlandse werknemers, er is het probleem van de schijnzelfstandigheid. Het is een trieste zaak dat het Parlement er in de voorbije jaren niet in geslaagd is een sluitende wetgeving te maken.

Zijn er, in deze periode van lopende zaken, initiatieven op komst om het massale misbruik tegen te gaan? Bestaat er een mogelijkheid om het systeem van de hoofdelijke aansprakelijkheid in te voeren? Is er bereidheid om de wetgeving hiertoe, evenals de wet die meer duidelijkheid moet creëren in de arbeidsrelaties, in het Parlement te bespreken?

06.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De sociale inspectie is zich zeer bewust van het probleem

en neemt dit elk jaar op in het strategische jaarplan. Om grensoverschrijdende fraude tegen te gaan, moeten we internationale akkoorden sluiten om de informatie-uitwisseling te verbeteren. Eind 2008 werd hierover een akkoord gesloten met Frankrijk. Dit jaar nog wordt een akkoord met Nederland ondertekend en er worden gesprekken gevoerd met Duitsland, Italië, Tsjechië, Bulgarije, Portugal en Roemenië.

Artikel 30*bis* van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders voorziet reeds in een hoofdelijke aansprakelijkheid voor een aannemer die samenwerkt met een andere aannemer of onderaannemer die sociale schulden heeft. De hoofdelijke aansprakelijkheid kan in dat geval worden vermeden door bij de betaling aan de onderaannemer 35 procent van het verschuldigde bedrag in te houden en aan de RSZ te storten.

Door dit mechanisme kan de socialezekerheidsbijdrage toch worden geïnd.

Samen met minister Milquet en de sociale partners ben ik aan het onderzoeken hoe in de bouwsector een systeem kan worden ingevoerd om de aanwezigheid en prestaties elektronisch te laten registreren.

Hoewel ik sympathie heb voor het wetsvoorstel van de heer Bonte over de aard van de arbeidsrelatie, lijkt het me beter de bestaande wetgeving uit te voeren. De regering-Verhofstadt II heeft er lang over moeten onderhandelen en de huidige regering is tot een compromis kunnen komen over de uitvoeringsbesluiten, die door de val van de regering niet konden worden gepubliceerd. Onder de volgende regering kan de Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie eindelijk worden opgericht. Als de volgende regering het bereikte compromis echter opnieuw ter discussie stelt, bestaat het risico dat er jarenlang niets meer gebeurt.

Het lijkt me beter de commissie een kans te geven en de werking ervan na enkele jaren te evalueren.

06.03 Hans Bonte (sp.a): Die commissie is inderdaad een belangrijk instrument. Ik dring dan ook al jarenlang aan op de oprichting ervan. Ik heb mijn twijfels over de manier waarop het compromis zal worden uitgevoerd en ik vrees dat we het daardoor jaren zullen verliezen.

Artikel 30*bis* waarnaar de minister verwijst, heeft enkel betrekking op werken van onroerende staat. Er zijn ook problemen in de transportsector. Daarvoor biedt het artikel geen oplossing.

De samenwerkingsakkoorden met administraties en inspecties van andere landen zijn belangrijk, maar vormen slechts het ene been van de aanpak. Het andere been is een strakkere reglementering. Naast de plannen van de minister, is er nog wetgevend werk nodig. Ik zal mijn fractievoorzitter suggereren de wetsvoorstellen hierover op tafel te leggen.

06.04 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Ik zal bij de Koning aandringen op de ondertekening van het KB.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nr. 25 en nr. 467 van mevrouw De Block en nr. 1070 van de heer Bacquellaine worden uitgesteld.

07 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de kinderbijslag" (nr. 1090)

07.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Er is nog altijd een verschil tussen kinderbijslag uitgekeerd aan gezinnen die vallen onder het werknemersstelsel en aan gezinnen die vallen onder het zelfstandigenstelsel. Een eerste kind in het tweede stelsel krijgt 5,5 euro minder dan een enig kind uit het werknemersstelsel en later krijgt dit enige of eerste kind ook geen leeftijdstoeslag.

Hoe beoordeelt de minister deze ongelijkheid? Hoe staat zij tegenover een gelijkschakeling? Is die budgettair mogelijk? Hoe staat de minister tegenover het idee om de kinderbijslag uit de algemene middelen te financieren en ze niet langer bij de loonkosten te rekenen?

07.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik ben uiteraard voorstander van het gelijktrekken van de kinderbijslag voor de loontrekkenden en voor de zelfstandigen. De tot nog toe gerealiseerde inspanningen betroffen in eerste instantie de harmonisering van de pensioenen. Ik ben echter van oordeel dat elk kind evenveel waard is. Die harmonisering is voor mij prioritair.

Uw tweede vraag is niet los te zien van onderhandelingen die nog aan de gang zijn. Persoonlijk ben ik er absoluut voor gewonnen om de kinderbijslag in het socialezekerheidsstelsel te houden. De door de regering en de sociale partners gewenste financiering van de kinderbijslag garandeert solidariteit ten behoeve van alle kinderen van het land.

07.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Mij lijkt het aangewezen om een systeem in te voeren waarin ieder kind gelijk is en om dat systeem uit andere middelen te financieren.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "artikel 168quinquies, § 3 van de wet van 14 juli 1994" (nr. 1101)**

08.01 **Nadia Sminate** (N-VA): De wet van 2 juni 2010 voorziet in nieuwe administratieve sancties voor personen die tijdens een periode van arbeidsongeschiktheid een niet-toegelaten activiteit uitvoeren. De sanctie kan één vierde hoger zijn wanneer het werk niet werd aangegeven bij de sociale zekerheid.

Duidt het begrip 'werk' op de niet-toegelaten activiteit? Wat betekent 'niet-aangegeven bij de sociale zekerheid'? Dat er geen sociale bijdragen werden betaald door de werkgever of dat het werk een zelfstandig karakter heeft en dus niet aangegeven werd aan een sociaal verzekeringsfonds?

08.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Er wordt uitsluitend verwezen naar de niet-toegelaten zelfstandige arbeid die niet werd aangegeven aan het RIZIV, uitgeoefend door een sociaal verzekerde die arbeidsongeschikt is in het algemene stelsel. De strafverzwaring werd expliciet opgenomen in de gecoördineerde wet van 14 juli 1994, waarin wordt bepaald dat de leidend ambtenaar een administratieve sanctie kan opleggen die tot een vierde hoger is wanneer het werk, dat wil zeggen de niet-toegelaten arbeid, niet werd aangegeven bij de sociale zekerheid. De sociale inspecteurs en sociale controleurs van de dienst voor Administratieve Controle van het RIZIV zijn bevoegd om deze vaststellingen te verrichten. Er is misschien onzekerheid over het woord 'werk'.

08.03 **Nadia Sminate** (N-VA): Dat is inderdaad de kern van het probleem. Er wordt normaal gesproken over niet-toegelaten activiteiten. Ik denk dat die term duidelijker is. Volgens mij is het controlepersoneel van het RIZIV niet bevoegd om dit te controleren. Kan de minister dit laten herbekijken?

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de vaststellingsbevoegdheid voor de inbreuken voorzien in artikel 168quinquies van de wet van 14 juli 1994" (nr. 1102)**

09.01 **Nadia Sminate** (N-VA): De wet van 14 juli 1994 omschreef een aantal inbreuken en de bijhorende sancties. Het KB van 10 januari 1969 maakte duidelijk welke ambtenaren bevoegd waren om die inbreuken vast te stellen. Sinds de wet van 12 juni 2010 is die duidelijkheid weg.

Welke ambtenaren zijn nu bevoegd om inbreuken uit de wet van 1994 vast te stellen? Zijn er sinds de nieuwe wet inbreuken geweest? Welke ambtenaren hebben die vastgesteld? Zijn die vaststellingen rechtsgeldig?

09.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Het KB van 10 januari 1969 werd vervangen door artikel 13 van de wet van 19 mei 2010. Het KB werd opgeheven. De administratieve sancties worden nu geregeld in artikel 168*quinquies* en 168*sexies* van de wet van 14 juli 1994.

Omwille van transparantie en administratieve vereenvoudiging werd de voorwaarde uit het KB dat een vaststeller bevoegd moet zijn om processen-verbaal op te stellen, niet hernomen.

Het is allemaal heel technisch. De artikelen 159 en 162 van de wet van 1994 regelen wie bevoegd is voor het vaststellen van welke inbreuken.

De vaststellingen die hebben plaatsgevonden zowel voor als na 2 juni 2010 zijn rechtsgeldig.

09.03 **Nadia Sminate** (N-VA): Volgens mij is het een lacune dat artikel 168*quinquies* dat niet bepaalt.

In het kader van de strijd tegen sociale fraude hebben advocaten volgens mij alles in handen om te bewijzen dat er een lacune in de wet zit en de rechtsgeldigheid te betwisten.

09.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): De algemene bevoegdheid van de inspecteur wordt in andere artikelen geregeld. Het is geen probleem dat ze niet in artikel 168 beschreven staat.

09.05 **Nadia Sminate** (N-VA): Dat artikel gaat over veel meer controleurs. Het wordt per artikel vastgelegd en hier staat het niet in.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "artikelen 67 en volgende van het KB van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten" (nr. 1103)**

10.01 **Nadia Sminate** (N-VA): Met de wet van 2 juni 2010 wordt het KB van 1969 afgeschaft, terwijl ik nog enkele verwijzingen naar het KB van 20 juli 1971 zie staan. Kunnen er dan nog wel sancties worden opgelegd in het kader van artikel 67 en 68 van het KB van 1971? Werden er sinds 12 juni 2010 inbreuken vastgesteld? Zijn die rechtsgeldig?

10.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Wetgevingstechnische aanpassingen zijn nodig; het RIZIV buigt zich erover.

Die aanpassingen doen niets af aan de wettelijkheid en de rechtsgeldigheid van de vaststellingen en administratieve sancties. Het betreft louter een kwestie van juridische terminologie, en dat zorgt niet echt voor problemen.

10.03 **Nadia Sminate** (N-VA): Ik neem akte van het feit dat de lacunes in de wetgeving zullen worden aangepast.

Geldt hetzelfde antwoord voor sancties ten aanzien van zelfstandigen?

10.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Ik zal u de antwoorden van het RIZIV overhandigen.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de vergoedingen en toelagen bij de sociale inspectiediensten (KB van 30 juni 1988)" (nr. 1126)**

11.01 Nadia Sminate (N-VA): Het KB van 30 juni 1988 regelt de toekenning van forfaitaire maandelijkse vergoedingen aan het personeel van de Inspectie van de dienst voor Administratieve Controle (DAC) van het RIZIV. Volgens de letter van dit KB wordt het volledige bedrag van de maandelijkse forfaitaire onkostenvergoeding toegekend aan personeelsleden, ook als ze niet voltijds werken.

Wordt die regeling ook op die manier toegepast? Hoeveel personeelsleden vallen onder dit KB? Hoeveel van hen werken niet voltijds?

11.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De maandelijkse forfaitaire vergoeding wordt toegekend aan het personeel van de Inspectie van de DAC van het RIZIV. Bij een doorlopende dienstonderbreking van meer dan vijftien dagen in andere situaties dan die zoals bepaald in artikel 2 van het KB van 30 juni 1988, wordt deze vergoeding niet betaald.

Een deeltijds werkregime houdt doorgaans geen onderbreking in van meer dan vijftien dagen. Bijgevolg heeft men in die gevallen recht op de vergoeding.

Het inspectiepersoneel dat via deeltijdse loopbaanonderbreking, voor palliatieve verzorging, voor medische bijstand, meer dan vijftien dagen de werkzaamheden onderbreekt, geniet geen maandelijkse forfaitaire vergoeding.

Onder het personeel van de Inspectie van de DAC van het RIZIV wordt verstaan elk personeelslid dat de titel van sociaal inspecteur-controleur draagt. Hun bevoegdheden worden in artikelen 162 en 169 van de wet van 14 juli 1994 geregeld. Zij oefenen hun functie uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie. Zij worden individueel per KB benoemd.

Het betreft één inspecteur-generaal, twee adviseurs sociaal inspecteurs, veertig attachés sociaal inspecteurs, waarvan zesendertig voltijds, drie 80 procent en één 50 procent werken, en zesentwintig sociaal controleurs, waarvan veertien voltijds, tien 80 procent en twee 50 procent werken.

11.03 Nadia Sminate (N-VA): Het is bijzonder dat personeelsleden de vergoeding ook krijgen voor een maand verlof, want het gaat om een onkostenvergoeding. Het is ook bizar dat een personeelslid een verblijfskostenvergoeding krijgt om op de dienst aanwezig te zijn. Een halftijds personeelslid dat een evenwaardige onkosten- of verblijfskostenvergoeding krijgt als een voltijds personeelslid, lijkt mij geen correcte manier van verlonen.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de verhoging en vrijstelling van administratiekosten van de verzekeringsinstellingen in gevallen waar het ten onrechte uitbetaalde bedrag het gevolg is van sociale fraude (KB 07/10/1993 en artikel 327 van KB 03/07/1996)" (nr. 1131)

12.01 Nadia Sminate (N-VA): Er is een systeem ontwikkeld voor de responsabilisering van de ziekenfondsen, dat inhoudt dat hoe meer onterecht betaalde bedragen teruggevorderd kunnen worden door het ziekenfonds zelf, hoe hoger de beloning voor het ziekenfonds is. Dat gebeurt echter niet wanneer de vaststelling werd gedaan door de dienst voor Administratieve Controle.

Waarom niet? Is de minister bereid om in een incentive te voorzien voor verzekeringsinstellingen die de moeite doen om die bedragen terug te vorderen?

12.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Volgens artikel 1 van het KB van 1993 worden de administratiekosten verhoogd met een percentage van het bedrag van de effectieve terugvorderingen, bij toepassing van artikel 164 van de wet van 14 juli 1994, met inbegrip van de geïnde interesten. Volgens hetzelfde artikel komen de volgende terugvorderingen niet in aanmerking: terugvorderingen door de dienst waar de administratieve controle plaatsheeft, of door de dienst voor Geneeskundige Evaluatie en Controle van het RIZIV of door de Controledienst van de ziekenfondsen en de landsbonden van de ziekenfondsen, die niet wordt voorafgegaan door een initiatief van de verzekeringsinstelling. Het begrip sociale fraude speelt

geen rol.

Indien de verzekeringsinstelling op eigen initiatief een geval van sociale fraude ontdekt en een terugvordering instelt, komt het teruggevorderde bedrag in aanmerking voor de verhoging van de variabele administratiekosten zoals bepaald in artikel 195 van de wet van 1994. Hetzelfde principe geldt voor terugvorderingen, ingesteld door de DAC of DGEC, die niet fraudegerelateerd zijn.

Volgens de huidige reglementering behoort de opvolging van de terugvorderingen ingesteld door het RIZIV of CDZ tot het normale takenpakket van de verzekeringsinstelling. Dit wordt vergoed via het vaste gedeelte van de administratiekosten.

Indien de verzekeringsinstelling op eigen initiatief een geval van sociale fraude ontdekt en een terugvordering instelt, komt het teruggevorderde bedrag in aanmerking voor de verhoging van de variabele administratiekosten, zoals bepaald in artikel 195 van de wet.

12.03 Nadia Sminate (N-VA): Wanneer een controleur een vaststelling doet, wordt het bedrag niet automatisch teruggevorderd. Hiervoor moet de verzekeringsinstelling nog een grote inspanning leveren. Mijns inziens zou die inspanning beloond moeten worden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.57 uur.